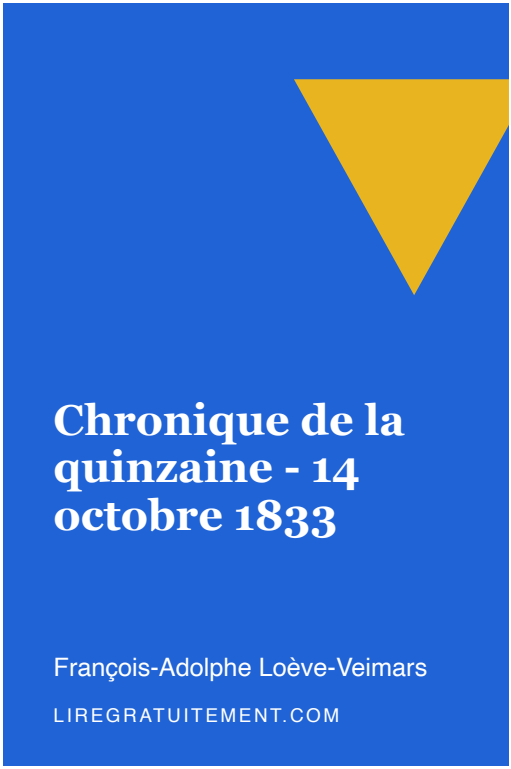


Chronique de la quinzaine - 14 octobre 1833

François-Adolphe Loève-Veimars

LU AVEC LIREGRATUITEMENT.COM

Livre libre de droits, lisible gratuitement en ligne et en quinze minutes par jour.

Chronique de la quinzaine - 14 octobre 1833

Retour à la liste

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

14 octobre 1833.

Les affaires d'Espagne occupent tous les esprits ; et au mouvement que se donnent tous les hommes politiques, il semble que nous soyons rentrés dans les intrigues qui précédèrent la fameuse guerre de la succession. Depuis long-temps on s'attendait à recevoir la nouvelle de la mort de Ferdinand vii ; déjà plusieurs fois des avis controuvés avaient dû faire prendre les mesures nécessaires en pareil cas ; cependant, quand la nouvelle officielle et véritable arriva au cabinet de Neuilly, rien ne se trouva prêt pour aviser aux embarras qui devaient naître de cet important évènement politique. Un conseil fut assemblé, et le véritable président, le chef réel du ministère, prit à peu près seul la parole, et seul se montra un peu instruit des intérêts de la France et des chances de succès qu'on peut avoir en Espagne. Un des ministres, homme historique s'il en fut, se jeta dans l'histoire des affaires de la succession, dans la discussion de la coutume salique qui régit la famille des Bourbons, et imagina, comme moyen diplomatique, de faire valoir à la jeune reine douairière d'Espagne le sacrifice de ce principe que les Bourbons cadets de France consentent à lui faire. C'est à cette niaiserie de professeur que se réduisirent les lumières que le ministère tout entier apporta dans ce conseil. Les autres ministres se rangèrent pour la plupart, selon leur cou-

tume, à l'opinion du maître ; et deux d'entre eux, les seuls qui aient conservé quelque velléité d'indépendance, déclarèrent qu'ils n'étaient pas préparés. L'agonie de Ferdinand, qui a duré dix mois, leur avait cependant laissé le temps de s'instruire.

Pour s'assurer toute la sécurité possible pendant ces inutiles conférences, on avait bravement enseveli dans le mystère du cabinet le contenu de la dépêche de Madrid. Voulait-on prendre le temps de s'instruire, et se mettre en état de répondre aux interpellations que les ambassadeurs étrangers ne manqueraient pas de faire à la réception de cette nouvelle ? Se réservait-on l'avantage et le plaisir de favoriser quelques honnêtes amis du parquet et de la coulisse ? Toujours est-il que la nouvelle de la mort du roi d'Espagne, parvenue au gouvernement par voie télégraphique, fut gardée secrète pendant deux grands jours, et qu'à l'heure même où le ministère annonçait l'évènement dont il venait, disait-il, d'avoir connaissance par le télégraphe, un courrier arrivé de Madrid, à dos de cheval, quittait l'étrier rue Bergère, chez un de nos principaux banquiers, et lui apportait cette même nouvelle à peu près dans les mêmes termes. Il faut que ce courrier se soit servi de bien bons chevaux, ou nos ministres de bien mauvais télégraphes. C'est ce que nous ne saurions dire ; mais ce qui est bien certain, c'est qu'une forte baisse, très prévue, très naturelle, fut le résultat de cette communication.

L'administration du télégraphe que Casimir Périer avait réclamée pour lui seul, en sa qualité de président du conseil et non de ministre de l'intérieur, est restée dans les mains du chef de ce dernier département. Or, pour peu qu'il soit souple et dévoué, les nouvelles venues par cette voie peuvent être communiquées directement au chef réel du ministère, sans l'intervention des

autres ministres. Le mécanisme de cette communication est d'une grande simplicité. D'abord, un personnel peu nombreux est attaché à l'administration télégraphique, et tout le secret est circonscrit dans un cabinet central composé d'un administrateur en chef, d'un traducteur et d'un copiste. La dépêche, copiée sur les signaux de la machine, est apportée, au fur et à mesure qu'elle se dessine, à l'interprète, qui la traduit sous les yeux même de l'administrateur ; et, selon les règlemens, elle doit être envoyée en triple expédition au président du conseil, au ministre de l'intérieur, et au ministre que cette dépêche concerne. Mais les règlemens plient toujours devant une volonté puissante et ferme, et un ministre de l'intérieur, qui sait avec quelle grâce on l'accueille quand il se présente avec une dépêche unique ; bien soigneusement cachée à tous ses collègues, ne résiste pas toujours à ces séductions. C'est au ministère de l'intérieur que M. de Montalivet et M. Thiers ont achevé de consolider leur faveur, et dans notre régime actuel, on pourrait donner au ministre chargé de ce portefeuille, le titre plus exact de premier commis du télégraphe.

Les nouvelles du télégraphe ne sont pas toujours aussi cruellement séquestrées. Le télégraphe n'apporte pas chaque jour l'annonce d'une mort de roi ; souvent ses communications intéressent moins directement le pouvoir suprême, et alors on les laisse tomber avec clémence, comme une pluie bienfaisante, sur les commensaux des ministres, qui se composent de pairs, de députés, de gens d'affaires et de médecins, race familière qui eut de tout temps ses accès libres près de tous les pouvoirs. Il faut voir ces jours-là avec quelle rapidité les cabriolets et les tilburys des agens de change s'élancent vers la Bourse, quel mouvement au parquet, quel flux, quel reflux de questions, d'ordres, d'achats, de ventes et d'agitations de toute espèce ! Au milieu de l'activité et

du désordre de cette sphère subalterne, de cette fourmilière ministérielle, on distingue un groupe calme, fier et dédaigneux, qui ne prend pas la moindre part à tout ce mouvement, et l'observe avec un malin sourire. C'est le grand monde financier, peu nombreux comme le grand monde, véritable ministère, qui a ses représentans près de chaque ministre à portefeuille, et qui, parmi toutes ces confidences et ces nouvelles qu'on se dépêce avidement sur le pavé de la Bourse, a déjà choisi ce qui lui semblait bon. Les affaires de ce groupe-là sont déjà terminées, lorsque celles du second groupe commencent. Ainsi, dans les grandes journées, chacun de nos ministres assiste à la Bourse de sa personne en quelque sorte, de même que les banquiers siègent par procuration dans le conseil, tant toutes ces ames et ces intérêts sont unis ! Nous traçons ici, avec une certaine exactitude, le tableau de cette division des pouvoirs et de ce double ministère, tel que l'ont établi des relations durables et journalières, fondées à la fois sur des sentimens d'amitié et d'intérêt réciproques :

On voit que non-seulement les capacités figurent dans le ministère actuel, mais encore qu'elles y sont doubles, et que chaque département, déjà occupé par un homme spécial ou spirituel, est encore flanqué de quelques-unes de ces intelligences, moins brillantes, mais solides, dont on pourrait formuler l'étendue d'après leurs comptes à la Banque de France et au Trésor. Pour notre part, nous sommes loin de contester le mérite de ce ministère adjoint, et nous partageons l'opinion d'un de nos hommes de finance les plus distingués, qui se récriait fort contre les gens qui pensent qu'on peut faire sa fortune sans esprit. Rien de plus spirituel qu'un banquier riche ; et, pour n'en citer qu'un seul, M. Rothschild lançait, il y a peu de temps, contre la presse une saillie plus ingénieuse que toutes celles qui lui ont été décochées

par le Miroir et les feuilles légères. Le capitaliste des rois niait, devant un homme du métier, la puissance et l'influence des journaux : « Prenez garde ! dit celui-ci ; les journaux font l'effet de la goutte d'eau, qui, lentement, perce la pierre. — Sans doute, répondit le banquier ; mais que la pierre se meuve un peu seulement et s'agite, la goutte n'y fera pas la plus petite brèche. Eh bien ! le gouvernement, c'est la pierre. » Ce mot de M. Rothschild est au moins aussi spirituel que tous ceux de son collègue M. Thiers, et il leur ressemble autant plus, qu'il n'est pas vrai.

Les affaires de bourse nous ont fait perdre de vue l'affaire d'Espagne. Après de mûres combinaisons, M. Mignet, directeur des archives du ministère des affaires étrangères, a été expédié à Madrid. M. Mignet est l'ami d'enfance et le compagnon de M. Thiers. Venus à Paris ensemble, pauvres et laborieux, ils furent admis, grace à la protection de Manuel et de M. Laffitte, M. Thiers au nombre des rédacteurs du Constitutionnel, et M. Mignet parmi ceux du Courrier Français. En même temps, ils se mirent tous deux à écrire, chacun de son côté, une histoire de la révolution française. L'histoire de M. Mignet est encore plus radicale que celle de M. Thiers ; et M. Mignet a eu beau modifier ses doctrines depuis que l'habit de conseiller d'état cache l'ancien rédacteur du Courrier Français, ses principes écrits, ceux qui restent, sont seuls connus dans les pays étrangers. M. Mignet aura donc beaucoup à faire pour vaincre la répugnance du corps diplomatique à son égard. Il trouvera à Madrid M. d'Oubril, cet ambassadeur de Russie dont l'habileté causait tant d'ombrage à Napoléon, qu'il exigea son rappel d'Espagne ; M. Liebermann, chargé d'affaires de Prusse, Isréalite adroit que son talent a porté à ce poste, en dépit des préjugés qui repoussent sa race des hautes affaires dans toute l'Allemagne ; M. Brunetti, dont M. de Metter-

nich vante beaucoup la finesse et la dextérité ; et, enfin, M. Villiers, ambassadeur d'Angleterre, qui, bien que notre allié, sera l'obstacle le plus grand à l'accomplissement de la mission de M. Mignet.

M. Mignet est un beau jeune homme, au regard rêveur et mélancolique, élégant et recherché comme l'était M. Sébastiani dans ses beaux jours, et porteur d'une chevelure blonde toute pareille à celle que M de Staël admirait si passionnément sur la tête de Benjamin Constant. On a dit avec beaucoup de méchanceté que les femmes le regardent comme un grand historien, et les hommes comme un homme à bonnes fortunes : il n'en est rien. M. Mignet est un esprit droit et judicieux, et il a obtenu dans le monde des succès faits pour exciter l'envie. M. Thiers, qui apprécie fort bien toutes les capacités de son ami, est l'auteur véritable de cette mission, qu'il a appuyée de ces motifs qui faisaient rougir le duc de Saint-Simon quand on les exposait dans le conseil de la régence. En un mot, M. Mignet est envoyé à Madrid, près de la jeune veuve de Ferdinand, dans les mêmes vues qui firent nommer, du temps d'Anne d'Autriche, le duc de Buckingham ambassadeur à la cour de Louis xiii.

Mais l'Angleterre n'a pas encore oublié ces bonnes traditions. Il y a plus de deux mois, et du vivant même de Ferdinand, que M. Villiers est parti pour le même poste. M. Villiers est aussi un beau jeune homme, droit, bien fait, et de bonnes manières : sa chevelure est blonde aussi, mais elle ne tombe pas candidement sur son cou comme celle de M. Mignet ; au contraire, elle se relève avec fierté sur son front, et lui donne une sorte d'audace qui manque essentiellement à son compétiteur. M. Villiers est pénétrant et ferme, et il s'appuie sur une haute position sociale qui lui

assure partout ses libres entrées. L'héritier d'une pairie anglaise peut marcher de front avec ce qu'il y a de plus haut en Espagne ; et malheureusement M. Mignet n'apporte dans ce pays d'aristocratie nobiliaire, qu'une naissance un peu plus qu'obscure. D'ailleurs il est sans titre pour sa mission, à moins qu'il n'ait en poche des lettres de créance qui le nommeraient à la place de M. de Rayneval, et qu'il serait autorisé à déployer dans l'occasion. Nous en doutons toutefois, et nous sommes à peu près sûrs qu'en fouillant M. Mignet, on ne trouverait sur lui que des lettres de change. On parle d'un million. À Berne ou à Baden, ce serait beaucoup. À Madrid ce n'est rien.

Telle est la situation des deux jeunes envoyés de France et d'Angleterre qui doivent concourir au même but, mais que la nature de leurs instructions et la parité de leurs personnes, rendront nécessairement rivaux, au lieu de les unir contre la vieille diplomatie qui les observe. Déjà M. Villiers a pris les devans en forçant la porte de M. Zéa Bermudez, qui refusait de le voir, et en le contraignant à lui donner un récépissé de la reconnaissance de dona Isabella ii par l'Angleterre. La lutte sera curieuse, et les documens ne nous manqueront pas.

Tandis que M. Mignet se mettait en route pour les Pyrénées, lord Stuart de Rothsay, ancien ambassadeur en France, arrivait en Angleterre de retour d'un voyage encore plus dangereux, et dont les chances étaient moins agréables. Lord Stuart était parti pour l'Écosse quelques jours avant les grandes tempêtes qui désolèrent l'Océan, annonçant à toute la société de Londres qu'il allait tenter une petite excursion pour son plaisir. Dans un port d'Écosse où séjourna le noble lord, il lui prit fantaisie d'assister à une pêche, et il monta sur une de ces grandes embarcations

pourvues de vivres pour quelques jours, qui vont au-delà du canal guetter le passage des harengs. Quelques heures après son départ, une effroyable tempête s'éleva, et le navire, chassé par les vents, fut poussé jusque dans la mer du Nord, d'où il ne put regagner l'extrémité de l'Écosse qu'au bout de plusieurs semaines. Pendant ce temps, on se livrait à Londres à une foule de conjectures sur l'absence de lord Stuart, et on pensa généralement qu'il s'était embarqué pour la Hollande, chargé d'une mission secrète près du roi Guillaume. Déjà, dit-on, le ministère anglais avait envoyé un émissaire à Amsterdam pour épier sa conduite, et déjouer des intrigues qu'on regardait comme dangereuses de la part d'un homme aussi habile, lorsqu'un matin le malheureux lord apparut sur le rivage d'Écosse, encore plus maigre qu'on ne l'avait jamais vu, et dans un état de délabrement qui n'eût pas fait soupçonner en lui un membre de la chambre des pairs et l'un des plus nobles représentans de l'aristocratie anglaise près des grandes cours de l'Europe. On dit que la gravité de lord Grey n'a pas tenu au récit de cette aventure, et qu'il a témoigné à lord Stuart le regret de ne l'avoir pas chargé d'une négociation près du gouverneur du Groënland.

M. Thiers se marie décidément la semaine prochaine ; il épouse M Dosne. M. Dosne, futur beau-père de M. Thiers, avait été nommé receveur-général à Brest, à l'époque où M. Thiers était secrétaire-général du ministère des finances. Le titre de pair de France a été promis à M. Dosne en faveur de ce mariage. Cette nomination aura lieu prochainement.

Quelques personnes mal informées ou malveillantes ont répandu le bruit que M. Aguado avait réuni quelques capitalistes et quelques hommes d'état absolutistes dans son château de Petit-

Bourg, et que là il avait été question d'ouvrir un emprunt en faveur de l'infant don Carlos, que la Quotidienne décore du titre de Charles v. Il est très vrai qu'un grand nombre d'Espagnols, jugeant avec raison de l'influence de M. Aguado, par sa grande fortune et sa capacité, se sont groupés autour de lui, comme au centre de la force et de la pensée. Il est également vrai que des ouvertures ont été faites pour négocier un emprunt, et que ces ouvertures ont été accueillies, non pas avec faveur, mais avec enthousiasme. Seulement les fonds de cet emprunt seraient destinés à la reine d'Espagne, et nous savons que M. Aguado n'a pas attendu la réalisation de ce projet, pour faire offrir à la régente tous les services qu'il est capable de lui rendre. De telles offres, de la part de M. Aguado, valent bien la reconnaissance conditionnelle de quelques souverains, et la régente saura sans doute les apprécier. Il était aussi trop invraisemblable de supposer que M. Aguado, qui, en France, se rattache par ses principes et par ses liaisons au mouvement et à l'opposition, se ferait le partisan de don Carlos et du parti de la Foi en Espagne. Le caractère généreux et loyal que M. Aguado a montré si souvent, devait le mettre à l'abri de pareilles imputations.

Il en est ainsi du bruit qui s'est répandu de l'entrée de M. de Talleyrand au ministère des affaires étrangères. Nous le répétons, M. de Talleyrand a été forcé de venir en France par suite de la mort d'un de ses hommes d'affaires, et il ne tardera pas à retourner en Angleterre. Ce serait d'ailleurs une dérision que d'offrir le portefeuille des relations extérieures à M. de Talleyrand, qui regarde Londres comme le marché des affaires de la France, et qui a su en effet y concentrer toutes les négociations. Faut-il donc dire que ce n'est pas sans de profondes méditations et de grands efforts, que M. de Talleyrand est parvenu à retenir et à at-

tirer à Londres les négociateurs qui y traitent pour le compte des puissances, et que ce personnel, qui lui convient, ne se retrouverait pas à Paris ? M. de Talleyrand n'a pas le temps de recommencer à rassembler ici les élémens d'une nouvelle conférence ; il ira retrouver à Londres ceux qu'il y a laissés, et les mésintelligences qui existent entre lui et M. de Broglie ne l'arrêteront pas. Un mot suffira. M. de Talleyrand ne correspond pas avec M. de Broglie. Sa chancellerie seule communique avec les bureaux. Les lettres de l'ambassadeur vont à une autre adresse. C'est à ce prix que se conservent aujourd'hui les ministères !

Il est vrai que les ministères valent la peine d'être conservés. M. Humann, principal actionnaire des salines de l'Est, vient de faire cerner, par la gendarmerie, des exploitations de salines rivales. Les portes des bâtimens ont été enfoncées violemment par ordre du sous-préfet, muni d'un mandat de M. le ministre des finances, et ces établissemens fermés malgré les réclamations des propriétaires. Les tribunaux seront appelés à faire justice de cet acte de violence. Nous ne préjugerons pas la question, mais il est fâcheux, pour la réputation de M. Humann, que lui et tous ses amis d'Alsace, MM. Saglio, Hermann, Gontard et autres, soient si directement intéressés à la ruine de ceux qu'il poursuit avec tant de véhémence.

En attendant, les tribunaux ont donné une rude leçon à M. Persil, en le déboutant dans l'affaire des colporteurs arrêtés, par l'ordre de M. Gisquet, sur la voie publique. M. Gisquet n'avait pas seulement transgressé la loi, il l'avait bravée ; et pour le défendre, M. Persil venait demander naïvement au tribunal d'imiter M. Gisquet, attendu, disait-il, que les journaux sont ennemis de la justice. Dans son réquisitoire, qui mérite d'être répandu dans

toute la France, M. Persil avance aussi qu'il faut absolument sévir contre ces hommes qui ne craignent pas de dire aux ouvriers « qu'ils sont hommes comme les autres ». On ne saurait rien voir de plus maladroit que ce réquisitoire. C'est une véritable fatalité pour un gouvernement qu'un homme tel que M. Persil, qui, de médiocre avocat, et d'honnête interprétateur d'hypothèques qu'il était, est devenu tout à coup un fougueux inquisiteur qu'on dirait échappé d'un couvent espagnol. On a comparé M. Bellart à M. Persil; M. Bellart était plus susceptible de raison et de prudence, et il mettait moins légèrement en péril les ministres qui l'employaient.

L'ouverture du Théâtre-Français a eu lieu cette semaine ; M. Fontaine, qui s'était chargé de la décoration de la salle, s'est montré digne de sa réputation. L'architecte des Tuileries et du Palais-Royal n'a pas jugé à propos de faire des frais d'imagination pour une salle de théâtre. Il n'est pas de café de faubourg qui ne soit décoré avec plus de goût et de sentiment de l'art. M. Chenavard, à qui M. Fontaine a enlevé ce travail, lui doit des remerciemens et une sincère reconnaissance. Les dessins de M. Chenavard seront publiés prochainement, et achèveront de relever le mérite de M. Fontaine. On assure que le triste barbouillage du Théâtre-Français n'a pas coûté moins de 62,000 francs. La salle de l'Opéra, la plus vaste et la plus noblement décorée de toutes les salles de théâtre, a été complètement peinte, avec toutes ses fresques et ses dorures, pour 52,000 francs. En attendant mieux, M. Chenavard a été chargé par le ministère de la décoration de l'Opéra-Comique.

Les décors du petit théâtre de Chantilly, construit par le prince de Condé, et où M. le duc de Chartres avait fait ses débuts drama-

tiques, viennent d'être mis en vente pour le compte de la liste civile. Cette vente produira à peu près six cents francs, et les habitans de Chantilly seront privés du seul théâtre qu'ils avaient.

Le théâtre du Vaudeville ne se vend pas, mais M. Arago, son directeur, se retire. M. Arago est un homme d'esprit et de talent, qui était d'un grand secours à son théâtre. Il l'abandonne par suite des désagrémens que lui ont suscités ses co-associés, en faisant représenter, pendant son absence, un vaudeville de M. Ancelot, intitulé Les Têtes rondes et les Cavaliers, où se trouve un grand nombre d'allusions carlistes.

Àl'Ambigu-Comique, un mauvais mélodrame, intitulé Louis xiii, et tiré du beau roman de M. de Vigny ; aux Variétés, les Tire-laines, triste farce sans esprit ; l'Opéra prépare un ballet en trois actes ; et les Italiens attirent la foule, grace à la voix d'Iwanoff et surtout à celle de Rubini.

La critique politique nous a fait négliger depuis quelque temps la critique littéraire. Hâtons-nous de remplir cette lacune.

L'inépuisable M. Balzac a grossi son bagage de deux épais volumes, Le Médecin de Campagne. M. Balzac a quitté cette fois sa Touraine, et s'est jeté dans les belles vallées du Grésivaudan, dans les campagnes de Grenoble, au milieu des sites âpres et pittoresques de la Grande-Chartreuse. La manière dont M. Balzac compose ses tableaux, cette richesse de détails, cette observation microscopique des minuties qui le distinguent, et qu'il applique tantôt à la description d'une cabane ou d'une chambre d'auberge, et tantôt au portrait d'une jeune fille ou d'une vieille femme dont on dirait les rides comptées par le pinceau de Gérard Dow, convenaient mal peut-être aux grands paysages agrestes de

l'Isère. Aussi nous doutons que les descriptions de M. Balzac soient goûtées dans le magnifique pays qu'il a décrit. M. de Stendhall, dans son délicieux roman, intitulé, on ne sait pourquoi, le Rouge et le Noir, avait aussi animé son début par une description des campagnes de Grenoble ; c'est là qu'il faut chercher la peinture des lieux décrits par M. Balzac dans son nouveau roman. Malheureusement pour les lecteurs et pour M. Balzac, ce n'est pas seulement la partie descriptive qui se trouve faussée et incomplète dans le Médecin de Campagne.

M. Benassis, le médecin de campagne, est une sorte de Bonhomme Richard, qui regarde sa profession comme un sacerdoce, et qui s'occupe tout à la fois de la réforme politique et sociale de sa commune. De là d'interminables discussions entre lui, le curé, le maire, et tous les personnages qui représentent les diverses classes de la société. Ces conversations forment une suite de contes d'économie politique, qui rappellent ceux de miss Harriet Martineau, moins la science sociale, que miss Martineau possède fort bien, et dont M. Balzac n'a perçu quelques élémens qu'à l'aide d'une intelligence vive et ingénieuse ; mais ces jets désordonnés ne suffisent pas à remplacer les faits qui lui manquent absolument.

Dépouillé de ses prétentions scientifiques, il reste peu de pages au nouveau livre de M. Balzac ; mais dans ce peu de pages on retrouve le talent chaud et animé, l'esprit observateur du fécond romancier. Nous citerons particulièrement la mort d'un fermier des montagnes du Dauphiné et ses funérailles, tableau vrai, original et parfaitement senti de ces mœurs primitives si peu connues. M. Balzac a vu cette fois, il n'a pas créé, comme il le fait souvent, des types imaginaires, en les donnant pour l'expression

de la vérité, et ce court épisode suffirait à faire oublier tout ce que le Médecin de Campagne renferme de fastidieuses descriptions, de plaisanteries lourdes et prolongées et de pâles discussions sans profondeur et sans portée.

M. Alphonse Karr, qui s'est fait connaître par son joli roman de Sous les Tilleuls, lui a donné en quelque sorte une suite dans Une Heure trop tard. Il serait presque impossible d'analyser le nouveau roman de M. Karr ; c'est une fine et délicieuse étude du cœur, développée avec un art infini, gâtée souvent par des bizarreries et une affectation d'originalité qui déparent quelques-unes des meilleures parties de ce livre. M. Karr possède à un haut degré ce qui manque à M. Balzac. Quand il se trouve en présence du ciel, des champs, des eaux fraîches et pures, son style et sa pensée s'élèvent ; on sent que cette nature qu'il décrit, il n'est pas venu l'étudier un beau jour pour ajouter quelques pages descriptives à un roman ; M. Karr connaît tous les secrets de la vie champêtre ; on ne peut douter, en le lisant, qu'il n'ait vécu familièrement, et pendant de longues années, dans ces bois de chênes, au milieu de ces prairies boisées de bouleaux et de saules qu'il se plaît à montrer à ses lecteurs. M. Karr compose naturellement et simplement le fond de ses tableaux. M. Balzac peint d'abord péniblement ce fond, et il y applique ensuite, bon gré mal gré, ses personnages. D'un côté est le vrai ; de l'autre se trouve l'effet. Ici l'air pur, le chant des oiseaux, les rayons du matin qui percent les vapeurs des marécages, la fraîcheur des douces matinées d'octobre, et la douce chaleur du printemps ; là un ciel de fantaisie, un soleil de théâtre, une nature brillante, mais factice, décoration bien faite qui plaît aux yeux, mais qu'il ne faut pas regarder long-temps ni examiner de trop près.

Les trois personnages principaux du roman de M. Karr, ingénieusement groupés, ont un charme inexprimable. Richard est l'homme positif, et de plus l'homme heureux. Ses fautes même lui réussissent. Maurice, son ami, est l'homme du sentiment que toutes ses bonnes qualités et ses bonnes actions mènent à sa ruine. Entre eux, il y a une jeune fille, Hélène, d'une belle ame, d'une admirable beauté, que la noblesse de son cœur entraîne chaque jour, et par une effroyable fatalité, à une ignominie nouvelle. Hélène se livre à un grand seigneur pour donner du pain à sa mère, Richard donne un grand coup d'épée à son ami, lui enlève la place qu'il sollicitait, s'enrichit tandis qu'il se ruine, et tout cela si involontairement, par un effet si naturel des qualités positives de son esprit, que le malheureux Maurice ne peut refuser à Richard son amitié et son estime. Tout ce tableau est si frais et si brillant, et l'imagination de l'auteur, la solidité de ses études et de ses connaissances, l'originalité de ses vues, y ont répandu une variété si grande, qu'on ne saurait trouver une lecture plus attachante. Si M. Karr ne se laisse pas étourdir par le succès de ses deux romans ; s'il s'abstient désormais de ces efforts pénibles qui gâtent si souvent le style naturel, vif et gracieux qui lui appartient, s'il obéit au sentiment qui le domine dans ses meilleures pages, et qui donne des émotions si vraies et si pures, il prendra bientôt une des premières places parmi les romanciers de cette époque. M. Karr, qui comprend si bien la nature et ses simples beautés, n'a qu'à la consulter ; elle lui donnera de meilleurs conseils que la critique.

Dans l'Excellenza, ou les Soirs au Lido, M. Roger de Beauvoir a déployé toutes les qualités et tous les défauts de la jeune école littéraire. De brillantes couleurs, des saillies spirituelles, un talent de narration remarquable, distinguent les contes de M. de

Beauvoir, et une connaissance parfaite de l'Italie, qu'il a habitée long-temps, leur donne un cachet tout particulier. M. Roger de Beauvoir s'était fait connaître par un livre plein d'intérêt, qui décelait une étude consciencieuse de notre vieille histoire. Les Soirs au Lido ajouteront à la réputation de l'auteur de l'Écolier de Cluny ; Lea Marini, la plus jolie nouvelle de ce recueil, est surtout contée avec beaucoup d'art. Venise, dont on a tant abusé, y est dépeinte avec grandeur, enrichie de coloris, et tous les petits poèmes en prose dont se compose le livre de M. Beauvoir, vous saisissent par un intérêt dramatique puissant. M. Beauvoir promet un second volume à ses lecteurs.

Nous avons sous les yeux la traduction du brillant ouvrage de M. Bulwer, intitulé : l'Angleterre et les Anglais. Ce livre est dédié au prince de Talleyrand, et on ne peut se dissimuler que le chapitre qui accompagne cette dédicace n'ait une teinte un peu moqueuse. Un homme d'un esprit aussi fin et aussi caustique que l'est M. Bulwer, était cependant fait pour comprendre celui de M. de Talleyrand. Le livre de M. Bulwer sera bien utile en France, où l'on apprécie si mal l'Angleterre et les Anglais. L'auteur de Pelham, répandu dans la société, membre du parlement, lié par ses sentimens politiques avec toute l'aristocratie whig, rapproché de la bourgeoisie par sa vie antérieure, ayant eu à souffrir, comme esprit libéral, comme esprit supérieur et comme écrivain, de tous les préjugés de la société anglaise, était dans une excellente situation pour observer les mœurs de ses compatriotes et mettre le doigt sur les plaies de son pays. M. Bulwer l'a fait sans ménagement, avec toute la verve, la finesse, la propriété d'expressions, le génie de sarcasme dont il avait déjà fait preuve, dans Pelham, dans Falkland et dans la charmante composition d'Eugène Aram. M. Bulwer pose d'abord en fait que la vanité na-

tionale des Français consiste à appartenir à un si grand pays, tandis que la vanité d'un Anglais se délecte dans la pensée qu'un si grand pays lui appartient. Le fondement de toutes nos idées, comme de toutes nos lois, dit-il, est placé dans le sentiment de la propriété. C'est ma femme que vous ne devez pas insulter, c'est ma maison dans laquelle vous ne devez pas pénétrer, c'est mon pays dont vous ne devez pas dire de mal, et par une sorte d'appropriation qui s'élève au-dessus de la terre, c'est mon Dieu que vous ne devez pas blasphémer. L'Anglais est donc vain de son pays, ajoute M. Bulwer. Pourquoi ? pour ses édifices publics ? il n'y entre jamais. Pour ses lois ? il les décrie sans cesse. Pour ses hommes publics ? ce sont des charlatans. Pour ses écrivains ? il ne les connaît pas. Il est vain de son pays pour une excellente raison : c'est que ce pays le produit lui !

C'est là le principe sur lequel repose tout le livre de M. Bulwer. C'est par cette excessive concentration d'égoïsme qu'il explique tous les phénomènes de prospérité, de grandeur, de bizarrerie, tous les effets bons ou mauvais de l'esprit national, le défaut de sociabilité, en un mot tout le mouvement social de l'Angleterre. De longues vues, empreintes d'un sens exquis, ont présidé à toutes ces observations formulées en une série de portraits originaux, où derrière l'homme politique on retrouve toute la verve du romancier. M. Bulwer explique surtout parfaitement la nature de l'influence qu'exerce l'aristocratie anglaise, dont les membres, au lieu de se tenir à l'écart des autres classes, et de renfermer leur dignité au sein des distinctions héraldiques, se sont mêlés à la nation en s'appropriant tous les avantages d'une telle alliance. Les nobles anglais ne se font pas scrupule d'épouser des filles de banquiers, d'avocats et de négocians ; leurs assemblées d'agriculture et de comté les mettent en contact avec des personnes de

tous les rangs ; leurs relations politiques les lient intimement avec les hommes de talent et de capacité de toute espèce. Ce mélange a eu pour effet de réduire de plus en plus la valeur de l'homme à celle que lui donnent ses richesses, et de rétablir un niveau d'égalité qui tend de plus en plus à effacer les autres distinctions.

Partant toujours de ce principe d'égoïsme et d'avidité qu'il a reconnu dans ses compatriotes, M. Bulwer nie la haine que les Anglais portent aux Français, et qui tend heureusement chaque jour à s'affaiblir. Cette haine consiste, selon l'auteur anglais, seulement dans l'éloignement que la pauvreté de la plupart des Français qui résident en Angleterre fait éprouver à leurs hôtes et à leurs créanciers. « Tous les étrangers réfugiés et malheureux sont, dit-il, en butte à la même aversion. Un Russe de ma connaissance vint en Angleterre, il y a deux ans, avec une petite valise. Juste ciel ! quel mal il dit de nous ! Je le vis, il y a peu de temps, comme il venait nous faire sa seconde visite ; il était ravi de tout ce qu'il voyait : quels progrès le peuple avait faits ! que nous étions hospitaliers ! — À quoi pouvait tenir cette différence dans le jugement que le Russe portait de nous ? À ce que, dans l'intervalle qui s'était écoulé entre ses deux voyages, son oncle était mort, et lui avait légué une grande fortune. Ni à sa première visite, ni à la seconde, ces bonnes gens n'avaient considéré l'étranger : à l'une, ils avaient regardé sa petite valise ; à l'autre, ses trois voitures à quatre chevaux. »

M. Bulwer n'a pas jeté un coup d'œil moins sagace sur les classes inférieures que sur l'aristocratie. Son chapitre de l'influence des cabarets sur la santé et les mœurs du peuple, résultat d'une enquête près du boroughreeve de Manchester, M. Braidley,

est un morceau plein d'intérêt et de vues nouvelles. Ses considérations sur l'armée, peu favorables au régime anglais, sont assez puissantes pour provoquer une réforme dans cette partie de l'administration. Mais ses portraits sont surtout caractéristiques ; ils expliquent, en quelque sorte, les opinions émises au commencement de cet ouvrage, et forment comme une suite de pièces justificatives aux assertions de l'auteur. Le livre de M. Bulwer a eu un grand succès en Angleterre ; un pareil succès l'attend ici.

Sources et licence

Texte : https://fr.wikisource.org/wiki/Chronique_de_la_quinzaine_-_14_octobre_1833. Domaine public ; transcription Wikisource CC BY-SA 4.0. Mise en forme : liregratuitement.com. Tout ce que nous ajoutons reste libre.